

## DECISION DU PRESIDENT N° D2026-019

**Objet : Conclusion de l'acte modificatif n°2 à l'accord-cadre relatif à l'animation du Club Métropolitain pour une construction circulaire et le suivi de démarches territoriales pour la période 2024-2026 – Lot n°2 : Accompagnement à l'évolution des pratiques constructives des communes et des établissements publics territoriaux**

**Le Président de la Métropole du Grand Paris,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5219-1,

**Vu** le code de la commande publique et notamment l'article R. 2194-7,

**Vu** le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** l'élection du Président de la métropole du Grand Paris du 9 juillet 2020,

**Vu** la délibération CM2025/10/15/20 du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2025 portant modification des délégations d'attributions au Président pour prendre des décisions dans les domaines limitativement énumérés parmi lesquels « *la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de fournitures, de services et de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget* »,

**Vu** l'arrêté du Président n°AP2025/405 du 22 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Philippe CASTANET, directeur général des services de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** la décision du Président n°D2024-219 du 16 septembre 2024 portant conclusion de l'accord-cadre relatif à l'animation du Club Métropolitain pour une construction circulaire et au suivi de démarches territoriales pour la période 2024-2026 – lot n°2 : accompagnement à l'évolution des pratiques constructives des communes et des établissements publics territoriaux,

**Vu** la décision du Président n°D2025-254 du 28 octobre 2024 portant conclusion de l'acte modificatif n°1 du marché n°20246000000087,

**Considérant** que la Métropole a notifié le 16 septembre 2026 au groupement NEO-ECO (mandataire) / OREE / SKOV l'accord-cadre n°20246000000087 relatif à l'animation du Club Métropolitain pour une construction circulaire et au suivi de démarches territoriales pour la période 2024-2026 – lot n°2 : accompagnement à l'évolution des pratiques constructives des communes et des établissements publics territoriaux, conclu à prix unitaires par émission de bons de commande dans les limites financières de 60 000 € HT minimum et 140 000 € HT maximum, et pour une durée ferme de 2 ans à compter de la date de sa notification,

**Considérant** qu'un acte modificatif n°1 à l'accord-cadre susvisé a été notifié le 28 octobre 2024 au groupement NEO-ECO (mandataire) / OREE / SKOV,

**Considérant** la nécessité, compte tenu des retards pris dans l'exécution des prestations, notamment pour le recrutement des collectivités accompagnées, de prolonger la durée de l'accord-cadre d'un an, soit jusqu'au 15 septembre 2027, et ce sans incidence financière,

**Considérant** qu'il convient donc de conclure un acte modificatif n°2, et que le cumul des actes modificatifs n°1 et 2 ne présente pas d'incidence financière par rapport au montant initial de l'accord-cadre,

### **DECIDE**

**Article 1 :** De conclure l'acte modificatif n°2 à l'accord-cadre n°20246000000087 relatif à l'animation du Club Métropolitain pour une construction circulaire et au suivi de démarches territoriales pour la période 2024-2026 – lot n°2 : accompagnement à l'évolution des pratiques constructives des communes et des établissements publics territoriaux, avec le groupement NEO-ECO (mandataire) / OREE / SKOV, sis 1 rue de la source - 59320 HALLENES LEZ HAUBOURDIN, portant prolongation de sa durée d'un an, sans incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**Article 2 :** Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le préfet de la région Ile-de-France ;
- Monsieur le Trésorier.

Par ailleurs, notification en est faite au prestataire.

Fait à Paris, le **21 JAN. 2026**

Pour le Président et par délégation,  
Le directeur général des services

Philippe CASTANET

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente décision et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte.